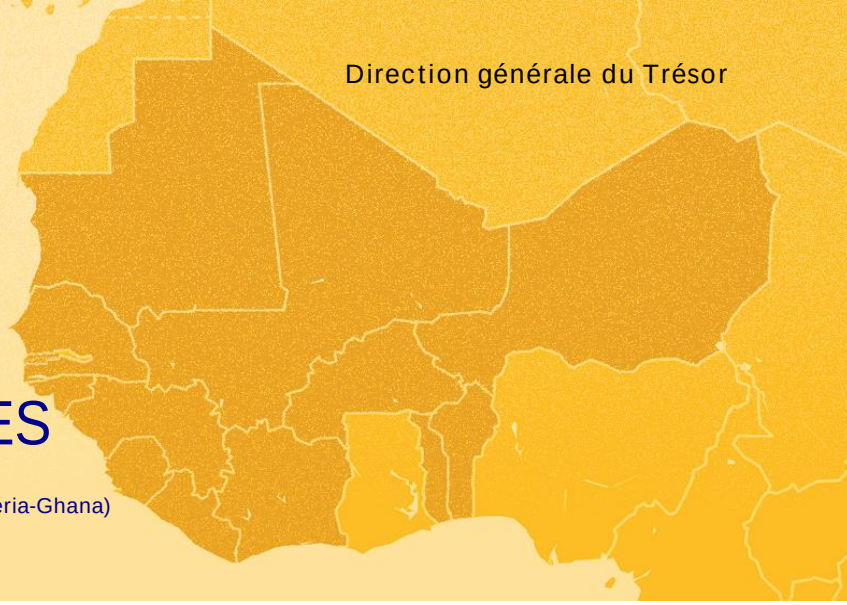
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°558 – 25 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

S&P rehausse son appréciation de la politique monétaire de l'UEMOA et révise la notation de 3 pays membres

Le 18 octobre 2024, l'agence de notation financière S&P a annoncé avoir rehaussé son appréciation relative à la crédibilité de la politique monétaire au sein de l'UEMOA. Selon l'agence, l'adhésion à l'UEMOA offre un ancrage politique important pour les pays et un amortisseur contre les chocs extérieurs. A titre d'illustration, sur la période 2003-2023, l'inflation dans l'UEMOA s'est établie en moyenne à environ 2,2 %, contre près de 10 % dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, l'agence reconnait que malgré les avantages importants, l'appartenance à l'union monétaire limite la flexibilité monétaire, et donc la flexibilité de la politique budgétaire, pour les pays membres. Ainsi, sur la base de cette nouvelle appréciation de la politique monétaire et d'autres développements récents, elle a procédé a des révisions pour 3 des 5 pays membres de l'UEMOA relevant de son portefeuille. Il s'agit notamment : (i) du Bénin, dont la note est maintenue à "BB-" et la perspective révisée de "stable" à "positive" ; (ii) de la Côte d'Ivoire, dont la note est rehaussée de "BB-" à "BB", avec perspective stable et (iii) du Sénégal, dont la note a été maintenue à "B+" et la perspective révisée de "négative" à "stable".

Le chiffre à retenir

43,2 %

Le taux de pauvreté au Burkina Faso en 2021

Bénin

Accord avec les services du FMI au titre des revues FEC/MEDC et FRD

Le 17 octobre 2024, le FMI et la République du Bénin sont parvenus à un accord au niveau des services sur la conclusion de la 5ème revue au titre du Mécanisme Elargi de Crédit et de la Facilité Elargie de Crédit (MEC/FEC) et la 2ème revue au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Cet accord permettrait, sous réserve d'une validation en Conseil d'administration, un nouveau décaissement de 42 M USD (sur un programme total de 638 M USD et portant le montant total des décaissements à 576 M USD) au titre du MEC/FEC et d'un décaissement de 53 M USD au titre de la FRD (sur un programme de 200 M USD). Les équipes du FMI ont salué (i) la transformation économique du Bénin vers des exportations à plus haute valeur ajoutée et vers les secteurs des nouvelles technologies de l'information et du tourisme ; (ii) la consolidation budgétaire tirée par les recettes et un déficit budgétaire qui devrait s'aligner sur la norme UEMOA des 3% ; (iii) la mise à jour régulière du registre social devant permettre un

meilleur ciblage des bénéficiaires des programmes d'assistance sociale élargis ; (iv) les progrès réalisés concernant l'agenda de financement climatique. Les prochaines réformes annoncées seront celle de la tarification de l'eau et celle des subventions aux carburants.

Burkina Faso

La pauvreté en hausse tant en milieu urbain que rural

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a publié récemment un rapport diagnostic de la pauvreté en 2021, élaboré à partir des données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2021. Ainsi, l'incidence de la pauvreté est estimée à 43,2 % en 2021, contre 41,4 % en 2018. Le seuil national de pauvreté annuel est évalué à 247 862 FCFA (378 EUR) par personne en 2021, soit une hausse de 27,3 % en trois ans, essentiellement due à la hausse des prix des produits alimentaires. En outre, l'incidence de la pauvreté en milieu urbain se situe à 16,6 % et en milieu rural à 52,7 % en 2021, soit respectivement une hausse de 3,5 et de 1,6 points de pourcentage. L'augmentation de la pauvreté ne s'est pas accompagnée d'une hausse des inégalités. En effet, les inégalités mesurées par l'indice de GINI ont même reculé, passant de 0,386 en 2018 à 0,366 en 2021.

Côte d'Ivoire

Sous-performance du recouvrement des recettes fiscales par la DGI au 3ème trimestre

A l'occasion du séminaire de la Direction générale des Impôts (DGI) dédié au bilan du 3ème trimestre et aux perspectives 4ème trimestre 2024, le ministre des Finances et du Budget a constaté que l'objectif de recettes de la DGI au 3ème trimestre fixé à 1 116,4 Mds FCFA (1,7 Md EUR) n'avait pas été atteint, les recettes s'élevant à 1 019,5 Mds FCFA (1,55 Md EUR), soit un taux de réalisation de 91,3%. Cette sous-performance constatée au 3ème trimestre impacte négativement le taux de réalisation de la période de janvier à septembre, qui est de 94,7%. Selon le Directeur général des Impôt, cette performance en deçà de l'objectif s'explique par le faible rendement de certains impôts (TVA, l'impôt BIC et l'impôt foncier) ainsi que par le retard dans la mise en œuvre de certaines mesures, bien que figurant dans l'Annexe fiscale de 2024. Face à ce constat, le ministre a enjoint à l'administration de mettre en œuvre (i) une collecte efficace *via* un assainissement du fichier des contribuables ; (ii) un élargissement de l'assiette (notamment pour l'impôt foncier) ; (iii) une promotion du civisme fiscal devant le faible taux déclarations pour la TVA, l'ITS et le BIC ; enfin, (iv) une gestion plus efficace du contrôle fiscal *via* la numérisation, du recouvrement des arriérés fiscaux (estimés à 1 300 Mds FCFA, soit environ 2 Mds EUR) et des contentieux en suspens.

Prêt du fonds IDH Farmfit à Advans-CI pour le microcrédit au secteur agricole

Le 23 octobre, le fonds IDH Farmfit, spécialisé dans le secteur agricole, a annoncé avoir accordé un prêt subordonné de (2,3 M EUR) à Advans Côte d'Ivoire, une institution de microfinance du groupe Advans. Advans CI a pour mission de soutenir jusqu'à 500 000 petits producteurs agricoles et plus particulièrement de la filière cacao, directement ou indirectement (*via* les coopératives). Dans un objectif de diversification des productions, ce financement soutiendra également des chaînes de valeur considérées comme risquées par les institutions financières, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités de croissance pour les petits producteurs. Pour rappel, le secteur agricole représente 22% du PIB et emploie directement 45% de la population active. En 2023, 5 % des petits producteurs agricoles ont

accès au crédit et le taux d'épargne de ses petits exploitants agricoles s'élève également à 5 %. Advans CI avait déjà soutenu l'accès au financement de 1500 producteurs de maïs en Côte d'Ivoire en 2023, aux côtés de Proparco, alors pourvoyeur d'un financement de 230 000 EUR, dans le cadre de l'initiative FARM (*Food and Agriculture Resilience Mission*) portée par la France lors du G7 de 2022. Enfin, à noter que parmi les investisseurs du fonds IDH Farmfit, figurent des entreprises telles qu'Unilever, Jacobs DE ou encore Mondelez, mais aussi des institutions financières ou gouvernementales.

Guinée

Arrow et Baosteel signent un accord dans le cadre du projet Simandou Nord

Le 21 octobre 2024, la société minière australienne Arrow Minerals a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Baosteel Resources, filiale de China Baowu Steel Group, leader mondial dans la fabrication de l'acier. Le protocole d'accord porte notamment sur les ventes potentielles de minerais de fer issus du gisement Simandou Nord (situé notamment au nord du célèbre gisement Simandou) qui sera exploité par Arrow Minerals. Selon le communiqué, l'accord définit le cadre de négociation entre les deux parties, n'est pas contraignant et reste soumis à l'estimation des ressources et des réserves du gisement ainsi qu'à l'achèvement de toutes les étapes liées au développement du projet. Pour rappel, Baowu a déjà acquis cette année une participation dans deux des quatre blocs du gisement Simandou à travers Winning Consortium Simandou.

Mali

L'Etat acquiert la mine d'or de Yatela

Les groupes sud-africain Anglogold-Ashanti et canadien Iamgold ont cédé la totalité de leurs parts (80 %) de la Société d'exploitation des Mines d'or de Yatela à l'Etat. La convention de cession entre les deux parties aurait été signée le 17 octobre dernier. La mine de Yatela est située dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali, et est à l'arrêt depuis 2016. La cession s'est faite au coût d'un franc symbolique et l'Etat aurait obtenu également 36 M USD de fonds de fermeture de la mine ainsi que le règlement d'un contentieux fiscal fixé à 2,5 Mds FCFA (3,8 M EUR). L'Etat déléguera son exploitation à la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali (Sorem-Mali), créée en 2022.

Mauritanie

Accord au niveau des services du FMI sur les revues FEC/MEDC et la FRD

Les services du FMI sont parvenus à un accord avec les autorités mauritaniennes dans le cadre de la 3ème revue du programme au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) ainsi que de la 2ème revue du programme au titre de la Facilité pour la Résilience et Durabilité (FRD), lancé en 2023. Sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du FMI, le pays devrait bénéficier d'un nouveau décaissement de 8,6 M USD pour les programmes FEC et MEDC, ainsi que de 39,7 M USD pour le programme FRD. Le FMI souligne que tous les objectifs quantitatifs fixés pour 2024 ont été atteints, les autorités poursuivant notamment la consolidation budgétaire prévue. Le FMI soutient l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures afin de créer les espaces budgétaires nécessaires aux besoins du pays pour son développement. La mission a été l'occasion de

constater un ralentissement en 2024 avec un taux de croissance de 4,6% (contre 6,5% en 2023 et contre une projection de 5,1% lors de la première revue) reflétant le ralentissement du secteur extractif. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2025 avec un taux de croissance de 4,2 %, toutefois modéré par le démarrage anticipé du projet gazier *Greater Tortue Ahmeyim* (GTA).

Niger

Orano suspend les activités de sa mine d'uranium

Le 23 octobre 2024, le groupe français Orano a annoncé la suspension à titre conservatoire des activités de sa filiale nigérienne, Société des mines de l'Aïr (Somaïr), à compter de la fin de ce mois d'octobre en raison de difficultés financières que celle-ci traverse. En effet, depuis le coup d'Etat en juillet 2023 et la fermeture du principal corridor d'approvisionnement et d'exportation, la Somaïr a du mal à tourner à plein régime. Le groupe indique dans son communiqué que toutes ses propositions faites aux autorités pour relancer l'activité commerciale sont restées sans réponse. Par ailleurs, la Société du patrimoine des mines du Niger (SOPAMIN), actionnaire représentant l'Etat du Niger à hauteur de 36,6 % dans le capital de la SOMAÏR, n'a honoré aucune de ses dettes envers la société minière depuis 15 mois. Ainsi, les faibles ressources financières restantes seront priorisées vers le paiement des salaires des collaborateurs et le maintien de l'outil industriel jusqu'à la fin d'année.

Sénégal

Appuis de l'UE dans la lutte contre l'immigration irrégulière et la relance du secteur pharmaceutique

Le 16 octobre 2024, la Commissaire européenne aux partenariats internationaux, en visite à Dakar, a annoncé l'octroi par l'Union européenne (UE) d'une enveloppe de 30 M EUR au profit du Sénégal en soutien à la lutte contre l'immigration irrégulière. Cet appui vise à renforcer la capacité du gouvernement à venir en aide aux migrants, à lutter contre la traite des êtres humains et à sensibiliser la population contre les dangers liés à l'immigration clandestine. Si la migration irrégulière du Sénégal vers l'Europe a été en constante et nette diminution de 2017 à 2019, une reprise des flux en 2020 a notamment placé les Sénégalais à la 3ème place parmi les 23 000 migrants irréguliers entrés sur les Iles Canaries et leur nombre était estimé alors à 4 000 (contre 288 en 2019) selon l'UE. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Sénégal occupe également une place particulière dans ces flux en tant que pays de transit. Par ailleurs, la Commissaire a procédé au lancement du projet MAV+ (*Manufacturing and Access to Vaccines, Medicines and Health Technologies*) d'un montant de 25 M EUR, en soutien au plan national de relance du secteur pharmaceutique, dont l'objectif est de répondre à 50% des besoins en produits de santé par une offre locale d'ici 2035.

African Guarantee Fund accorde une garantie de 5 M USD à BGFI Bank Sénégal

Le Fonds de garantie africain pour l'Afrique de l'Ouest ("*African Guarantee Fund - West Africa*" - AGF WA) et la BGFI Bank Sénégal ont signé, le 21 octobre 2024, une convention de garantie de financement de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR)) en appui aux PME sénégalaises. L'accord, visant à faciliter l'octroi de prêts en faveur des PME, découle d'un accord-cadre établi en 2022, signé avec le Groupe BGFI Bank en avec la Banque Africaine de développement (BAfD) et portant sur une ligne de garantie de 50 M EUR. Cette enveloppe de garantie devrait permettre à BGFI Bank Sénégal de distribuer plus de 6 Mds FCFA (environ 9 M EUR) de crédits à des PME sénégalaises.

Adhésion à la Fédération internationale du lait

Le Sénégal a officiellement rejoint la Fédération internationale du lait (FIL) lors du Sommet mondial du lait, qui s'est tenu du 15 au 18 octobre 2024 à Paris. Le Sénégal devient ainsi le premier pays de l'Afrique de l'Ouest et cinquième pays africain à adhérer à cette organisation, qui regroupe des associations nationales de producteurs laitiers, des organisations de transformation et fédérations de l'industrie laitière de 40 pays, représentant plus de 75% de la production laitière mondiale. Cette adhésion à la FIL permettra au Sénégal de bénéficier du soutien et de l'expertise des autres pays membres et d'accéder à des technologies améliorées de production.

Togo

New World TV obtient 245 MEUR pour financer l'acquisition de droits de diffusion d'évènements sportifs

Le 19 octobre 2024, la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a signé un accord pour un financements de 245 M EUR avec la chaîne New World Television (NWTV), qui permettra notamment de faciliter l'acquisition par la chaîne de droits de diffusion des évènements sportifs de la Fédération internationale de football association (FIFA), de l'Union des associations européennes de football (UEFA), de la Confédération africaine de football (CAF), de la Ligue française et de la LaLiga espagnole. NWTV, créée en 2015, est une société togolaise ayant obtenu les droits de diffusion dans les pays francophones d'Afrique sub-saharienne de la Coupe du monde du monde de football de 2022, de la Nations League, de l'UEFA de 2022 à 2028 et de l'Euro de 2024 à 2028, qu'elle diffuse en français et en langues locales.

Accord au niveau des services sur la 1ère revue FEC

Les services du FMI et les autorités togolaises sont parvenus à un accord sur les réformes économiques nécessaires à la conclusion de la première revue du programme de 42 mois appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) à hauteur de 390 M USD. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du Fonds, cette revue donnera lieu à un décaissement de 58,7 M USD environ. Le Fonds a souligné que la mise en œuvre du programme était en bonne voie : tous les objectifs quantitatifs et deux des trois repères structurels à fin juin ayant été atteints. La mission a constaté un taux de croissance en ralentissement, passant de 5,6 % en 2023 à 5,3 % en 2024–25, puis en légère hausse à environ 5,5 % par an à moyen terme. L'inflation a quant à elle poursuivi son reflux, à 3,6 % en septembre 2024 (moyenne annuelle). S'agissant de l'efficacité et le meilleur ciblage des dépenses budgétaires, la mise en place du système d'identification biométrique et d'un registre social est à noter. S'agissant des recettes fiscales, si des défis demeurent, les autorités poursuivent une analyse miroir des données douanières et commerciales, qui contribuerait à accroître les recettes. Dans le cadre de la poursuite du programme, et au-delà de la poursuite de la gestion budgétaire prudente au regard des niveaux de dette, les réformes prioritaires attendues portent notamment sur la gouvernance, en particulier s'agissant des marchés publics.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page LinkedIn